

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL – DECISION N°2017-670 QPC DU 27 OCTOBRE 2017 – M. MIKHAIL P.**

**MOTS CLEFS : effacement anticipé – données à caractère personnel – fichier de traitement d'antécédents judiciaires — droit au respect de la vie privée – contrôle de proportionnalité – article 230-8 du code de procédure pénale**

*Dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel s'est prononcé le 27 octobre 2017 sur la protection des données à caractère personnel dans la mise en œuvre du traitement des antécédents judiciaires. En sanctionnant la procédure d'effacement au titre qu'elle porterait atteinte au droit au respect de la vie privée, le Conseil constitutionnel illustre le renforcement de sa jurisprudence en matière de protection de la vie privée et réitère ainsi son rôle de « gardien » des droits et libertés fondamentales.*

**FAITS** : Le requérant est un ressortissant allemand poursuivi en 2015 pour des faits de violences volontaires. Par un jugement en date du 21 mai 2015, devenu définitif, le tribunal correctionnel l'a déclaré coupable de ce délit et a prononcé en sa faveur une dispense de peine. Dans la mesure où l'infraction n'avait donné lieu à aucune condamnation, le requérant faisait valoir que l'inscription de ses données personnelles ne présentait aucune nécessité au regard de la finalité du fichier de traitement d'antécédents judiciaires (TAJ) et dans le fichier automatisé des empreintes digitales (FAED) et demande alors l'effacement des données personnelles le concernant.

**PROCEDURE** : Le requérant a sollicité du procureur de la République l'effacement des données personnelles le concernant dans le TAJ et dans le FAED. Sa requête a été rejetée aux motifs que l'article 230-8 du code de procédure pénale ne prévoit de règle d'effacement anticipé des données enregistrées dans le TAJ « qu'en cas de décisions de relaxe, d'acquiescement, de non-lieu ou de classement sans suite ». Le requérant a alors formé un recours devant le président de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Chambéry. Le président a jugé, par une ordonnance en date du 21 novembre 2016, qu'une dispense de peine ne figure pas parmi les cas pour lesquels l'article 230-8 du code de procédure pénale prévoit la possibilité de demander un effacement anticipé.

Dans le cadre d'un pourvoi en cassation contre cette décision, une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) a été soulevée par le requérant. Celle-ci était relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article 230-8 du code de procédure pénale.

Par un arrêt en date du 26 juillet 2017, la Cour de cassation a renvoyé la QPC au Conseil constitutionnel.

**PROBLEME DE DROIT** : Le premier alinéa de l'article 230-8 du code de procédure pénale, relatif à l'effacement des données à caractère personnel inscrites au sein d'un fichier de traitement d'antécédents judiciaires, porte-t-il une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée ?

**SOLUTION** : Le Conseil constitutionnel répond par la positive en considérant que les dispositions contestées portent une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée. Il déclare, alors, le premier alinéa de l'article 230-8 du code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de la loi du 3 juin 2016, contraire à la Constitution et reporte au 1<sup>er</sup> mai 2018 la date de l'abrogation des dispositions contestées.



**NOTE :**

Dans sa décision, le Conseil constitutionnel détermine, dans un premier temps, la portée exacte des dispositions contestées. Selon le premier alinéa de l'article 230-8 du code de procédure pénale, une personne ayant fait l'objet d'une décision d'acquiescement, de relaxe, de non-lieu ou de classement sans suite peut obtenir l'effacement anticipé des données à caractère personnel la concernant inscrites au sein d'un fichier de traitement d'antécédents judiciaires.

Selon le requérant, en excluant les personnes déclarées coupables d'une infraction mais dispensées de peine du bénéfice de cette mesure, ces dispositions porteraient une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée compte tenu de la portée que le législateur a entendu leur faire valoir. C'est ainsi, que le Conseil constitutionnel examine, dans un second temps, la conformité des dispositions contestées au regard du droit au respect de la vie privée.

***Le rappel du cadre juridique des fichiers d'antécédents judiciaires : un objectif conforme au droit au respect de la vie privée ?***

Comme le rappelle le Conseil constitutionnel, la mise en œuvre des traitements automatisés de données à caractère personnel doit être justifiée par un motif d'intérêt général et mis en œuvre de manière adéquate et proportionnée à cet objectif.

Avant d'opérer un contrôle de proportionnalité classique, le juge constitutionnel examine la conformité des dispositions contestées au regard du droit au respect de la vie privée et recherche, ainsi, les objectifs poursuivis par le législateur lors de la création du fichier relatif au traitement d'antécédents judiciaires.

Sur ce point, il a jugé qu'en autorisant la création de traitements de données à caractère personnel recensant des antécédents judiciaires et l'accès à ces traitements par des autorités investies par la loi d'attributions de police judiciaire et par certains personnels investis de missions de police administrative, le législateur a entendu leur confier un outil d'aide à l'enquête judiciaire et à certaines enquêtes

administratives. Le législateur a ainsi poursuivi les objectifs de valeur constitutionnelle de recherche des auteurs d'infractions et de prévention des atteintes à l'ordre public.

**Une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée : la réitération d'une jurisprudence protectrice des droits et libertés fondamentales**

Afin d'apprécier le caractère proportionné des objectifs poursuivis et ainsi caractériser une atteinte susceptible à la vie privée, le Conseil constitutionnel analyse la nature des données figurant dans le fichier et considère qu'elles peuvent être particulièrement sensibles.

Dans l'appréciation de l'atteinte à la vie privée, le Conseil constitutionnel prend en compte le nombre important de personnes qui peuvent être inscrites dans ce fichier et fait également valoir l'absence de durée maximum de conservation des informations enregistrées dans le code de procédure pénale, qui se contente de prévoir une durée comprise entre cinq ans et quarante ans selon l'âge de l'individu et la nature de l'infraction. Sur le principe de finalité déterminée, explicite et légitime des données collectées, le Conseil constitutionnel estime que ces fichiers peuvent être consultés à d'autres fins que celles de constatation des infractions à la loi pénale.

Après une mise en balance des objectifs et des finalités poursuivis, le Conseil Constitutionnel considère qu'il y a une atteinte disproportionnée entre les objectifs poursuivis par le législateur et le droit au respect de la vie privée. Ainsi, les personnes mises en cause dans une procédure pénale inscrites dans un fichier d'antécédents judiciaires doivent pouvoir solliciter et obtenir l'effacement de leurs données avant la fin de la durée normale de conservation.

Cette solution illustre le renforcement des exigences du contrôle auquel le Conseil constitutionnel soumet les traitements de données personnelles.

Léa Israël-Alexandre

Master 2 Droit des médias et des télécommunications  
AIX-MARSEILLE UNIVERSITE, LID2MS-IREDIC 2017



**ARRET :**

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A ÉTÉ SAISI le 1er août 2017 par la Cour de cassation (chambre criminelle, arrêt n° 2118 du 26 juillet 2017), dans les conditions prévues à l'article 61-1 de la Constitution, d'une question prioritaire de constitutionnalité. Cette question a été posée pour M. Mikhail P. par la SCP Sevaux-Mathonnet, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Elle a été enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel sous le n° 2017-670 QPC. Elle est relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article 230-8 du code de procédure pénale.

Au vu des textes suivants :

- la Constitution ;
- l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
- le code de procédure pénale ;
- la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, ensemble la décision du Conseil constitutionnel n° 2011-625 DC du 10 mars 2011 ;
- la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- le règlement du 4 février 2010 sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour les questions prioritaires de constitutionnalité ;

Au vu des pièces suivantes :

- les observations présentées pour le requérant par la SCP Sevaux-Mathonnet, enregistrées le 22 août 2017 ;
- les observations présentées par le Premier ministre, enregistrées le 23 août 2017 ;
- les pièces produites et jointes au dossier ;

Après avoir entendu Me Paul Mathonnet, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, pour le requérant, et M. Philippe Blanc, désigné par le Premier ministre, à l'audience publique du 17 octobre 2017 ;

Au vu de la note en délibéré présentée par le Premier ministre, enregistrée le 24 octobre 2017 ;

Et après avoir entendu le rapporteur ;

**LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL S'EST FONDÉ SUR CE QUI SUIT :**

1. La question prioritaire de constitutionnalité doit être considérée comme portant sur les dispositions applicables au litige à l'occasion duquel elle a été posée. La présente question a été soulevée à l'occasion d'un pourvoi en cassation contre une décision rendue le 21 novembre 2016 par la chambre de l'instruction d'une cour d'appel rejetant une demande d'effacement de données personnelles du fichier de traitement d'antécédents judiciaires. Dès lors, le Conseil constitutionnel est saisi de l'article 230-8 du code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de la loi du 3 juin 2016 mentionnée ci-dessus.

2. L'article 230-8 du code de procédure pénale, dans cette rédaction, est relatif aux fichiers d'antécédents judiciaires que peuvent mettre en œuvre les services

de la police nationale et de la gendarmerie nationale. Il prévoit : « Le traitement des données à caractère personnel est opéré sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent qui demande qu'elles soient effacées, complétées ou rectifiées, notamment en cas de requalification judiciaire. La rectification pour requalification judiciaire est de droit. Le procureur de la République se prononce sur les suites qu'il convient de donner aux demandes d'effacement ou de rectification dans un délai d'un mois. En cas de décision de relaxe ou d'acquittement devenue définitive, les données personnelles concernant les personnes mises en cause sont effacées, sauf si le procureur de la République en prescrit le maintien, auquel cas elle fait l'objet d'une mention. Lorsque le procureur de la République prescrit le maintien des données personnelles relatives à une personne ayant bénéficié d'une décision d'acquittement ou de relaxe devenue définitive, il en avise la personne concernée. Les décisions de non-lieu et de classement sans suite font l'objet d'une mention, sauf si le procureur de la République ordonne l'effacement des données personnelles. Lorsqu'une décision fait l'objet d'une mention, les données relatives à la personne concernée ne peuvent faire l'objet d'une consultation dans le cadre des enquêtes administratives prévues aux articles L. 114-1, L. 234-1 à L. 234-3 du code de la sécurité intérieure et à l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité. Les décisions du procureur de la République prévues au présent alinéa ordonnant le maintien ou l'effacement des données personnelles sont prises pour des raisons liées à la finalité du fichier au regard de la nature ou des circonstances de commission de l'infraction ou de la personnalité de l'intéressé.

« Les décisions d'effacement ou de rectification des informations nominatives prises par le procureur de la République sont portées à la connaissance des responsables de tous les traitements automatisés pour lesquels, sous réserve des règles d'effacement ou de rectification qui leur sont propres, ces mesures ont des conséquences sur la durée de conservation des données personnelles.

« Les décisions du procureur de la République en matière d'effacement ou de rectification des données personnelles sont susceptibles de recours devant le président de la chambre de l'instruction.

« Le procureur de la République dispose pour l'exercice de ses fonctions d'un accès direct aux traitements automatisés de données à caractère personnel mentionnés à l'article 230-6 ».

3. Le requérant soutient que ces dispositions méconnaissent le droit au respect de la vie privée en ce qu'elles permettent aux seules personnes ayant bénéficié d'une décision d'acquittement, de relaxe, de non-lieu ou de classement sans suite d'obtenir un effacement anticipé des données à caractère personnel les concernant inscrites au sein d'un fichier de traitement d'antécédents judiciaires. En excluant



les personnes déclarées coupables d'une infraction mais dispensées de peine du bénéfice de cette mesure, ces dispositions porteraient une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée, compte tenu de la nature des données enregistrées, de leur durée de conservation, de la finalité de police du fichier et de son périmètre d'utilisation.

4. Par conséquent, la question prioritaire de constitutionnalité porte sur le premier alinéa de l'article 230-8 du code de procédure pénale.

- Sur la recevabilité :

5. Selon les dispositions combinées du troisième alinéa de l'article 23-2 et du troisième alinéa de l'article 23-5 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 mentionnée ci-dessus, le Conseil constitutionnel ne peut être saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité relative à une disposition qu'il a déjà déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une de ses décisions, sauf changement des circonstances.

6. L'article 230-8 du code de procédure pénale a été créé par la loi du 14 mars 2011 mentionnée ci-dessus. Le Conseil constitutionnel a spécialement examiné cet article dans les considérants 11 à 13 de la décision du 10 mars 2011 mentionnée ci-dessus et l'a déclaré conforme à la Constitution. Postérieurement à cette déclaration de conformité, le premier alinéa de l'article 230-8 a été modifié par la loi du 3 juin 2016, s'agissant en particulier des hypothèses dans lesquelles des données peuvent être effacées d'un fichier d'antécédents judiciaires et des raisons pour lesquelles cet effacement peut être décidé. Les dispositions contestées étant ainsi différentes de celles ayant fait l'objet de la déclaration de conformité, la question prioritaire de constitutionnalité est recevable.

- Sur le fond :

7. La liberté proclamée par l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 implique le droit au respect de la vie privée. Par suite, la collecte, l'enregistrement, la conservation, la consultation et la communication de données à caractère personnel doivent être justifiés par un motif d'intérêt général et mis en œuvre de manière adéquate et proportionnée à cet objectif.

8. En application de l'article 230-6 du code de procédure pénale, les services de la police nationale et de la gendarmerie nationale peuvent mettre en œuvre des traitements automatisés de données à caractère personnel recueillies au cours des enquêtes préliminaires ou de flagrance ou au cours des investigations exécutées sur commission rogatoire et concernant tout crime ou délit et certaines contraventions de la cinquième classe. En application du premier alinéa de l'article 230-7 du même code, ces traitements peuvent contenir des informations sur les personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elles aient pu

participer, comme auteurs ou complices, à la commission de ces infractions.

9. En application des dispositions contestées, ces traitements sont opérés sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent. En cas de décision de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive, les données personnelles concernant les personnes mises en cause sont effacées, sauf si le procureur de la République en prescrit le maintien. Le procureur de la République peut également ordonner l'effacement des données personnelles en cas de décision de non-lieu ou de classement sans suite. En application de l'article 230-9 du code de procédure pénale, un magistrat est chargé de suivre la mise en œuvre et la mise à jour de ces traitements. Il dispose des mêmes pouvoirs d'effacement que le procureur de la République. Il résulte d'une jurisprudence constante qu'aucune personne mise en cause autre que celles ayant fait l'objet d'une décision d'acquiescement, de relaxe, de non-lieu ou de classement sans suite ne peut obtenir, sur le fondement des dispositions contestées, l'effacement des données qui la concernent. En autorisant la création de traitements de données à caractère personnel recensant des antécédents judiciaires et l'accès à ces traitements par des autorités investies par la loi d'attributions de police judiciaire et par certains personnels investis de missions de police administrative, le législateur a entendu leur confier un outil d'aide à l'enquête judiciaire et à certaines enquêtes administratives. Il a ainsi poursuivi les objectifs de valeur constitutionnelle de recherche des auteurs d'infractions et de prévention des atteintes à l'ordre public.

10. Toutefois, en premier lieu, en prévoyant que les fichiers d'antécédents judiciaires peuvent contenir les informations recueillies au cours d'une enquête ou d'une instruction concernant une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer à la commission de certaines infractions, le législateur a permis que figurent dans ce fichier des données particulièrement sensibles. Ainsi, l'article R. 40-26 du code de procédure pénale prévoit que peuvent être enregistrés les éléments d'état civil, la profession ou la situation familiale de la personne et une photographie comportant des caractéristiques techniques permettant de recourir à un dispositif de reconnaissance faciale.

11. En deuxième lieu, les fichiers d'antécédents judiciaires sont susceptibles de porter sur un grand nombre de personnes dans la mesure où y figurent des informations concernant toutes les personnes mises en cause pour un crime, un délit et certaines contraventions de la cinquième classe.

12. En troisième lieu, le législateur n'a pas fixé la durée maximum de conservation des informations enregistrées dans un fichier d'antécédents judiciaires. Ainsi, l'article R. 40-27 du code de procédure pénale prévoit qu'elles sont conservées pendant une durée comprise entre cinq ans et



quarante ans selon l'âge de l'individu et la nature de l'infraction.

13. En dernier lieu, ces informations peuvent être consultées non seulement aux fins de constatation des infractions à la loi pénale, de rassemblement des preuves de ces infractions et de recherche de leurs auteurs, mais également à d'autres fins de police administrative.

14. Dès lors, en privant les personnes mises en cause dans une procédure pénale, autres que celles ayant fait l'objet d'une décision d'acquiescement, de relaxe, de non-lieu ou de classement sans suite, de toute possibilité d'obtenir l'effacement de leurs données personnelles inscrites dans le fichier des antécédents judiciaires, les dispositions contestées portent une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée. Le premier alinéa de l'article 230-8 du code de procédure pénale doit donc être déclaré contraire à la Constitution.

- Sur les effets de la déclaration d'inconstitutionnalité :

15. Selon le deuxième alinéa de l'article 62 de la Constitution : « Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause ». En principe, la déclaration d'inconstitutionnalité doit bénéficier à l'auteur de la question prioritaire de constitutionnalité et la disposition déclarée contraire à la Constitution ne peut être appliquée dans les instances en cours à la date de la publication de la décision du Conseil constitutionnel. Cependant, les dispositions de l'article 62 de la Constitution réservent à ce dernier le pouvoir tant de fixer la date de l'abrogation et de reporter dans le temps ses effets que de prévoir la remise en cause des effets que la disposition a produits avant l'intervention de cette déclaration.

16. Le Conseil constitutionnel ne dispose pas d'un pouvoir général d'appréciation de même nature que celui du Parlement. Il ne lui appartient pas d'indiquer les modifications qui doivent être retenues pour qu'il soit remédié à l'inconstitutionnalité constatée. L'abrogation immédiate des dispositions contestées aurait pour effet de priver l'ensemble des personnes inscrites dans un fichier d'antécédents judiciaires ayant bénéficié d'un acquiescement, d'une relaxe, d'un non-lieu ou d'un classement sans suite, de la possibilité d'obtenir l'effacement de leurs données personnelles. Elle entraînerait ainsi des conséquences manifestement excessives. Par suite, il y a lieu de reporter au 1er mai 2018 la date de l'abrogation des dispositions contestées.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL DÉCIDE :

Article 1er. - Le premier alinéa de l'article 230-8 du

code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, est contraire à la Constitution.

Article 2. - La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet dans les conditions fixées au paragraphe 16 de cette décision.

Article 3. - Cette décision sera publiée au Journal officiel de la République française et notifiée dans les conditions prévues à l'article 23-11 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 susvisée.

Jugé par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 26 octobre 2017, où siégeaient : M. Laurent FABIUS, Président, Mme Claire BAZY MALAURIE, MM. Jean-Jacques HYEST, Lionel JOSPIN, Mmes Corinne LUQUIENS, Nicole MAESTRACCI et M. Michel PINAULT.

Rendu public le 27 octobre 2017.

